



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 20/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CN'AIR - Parc éolien de la Motte de Galaure

2 rue André Bonin
69003 Lyon

Références : 20240920-RAP-DAEN0895

Code AIOT : 0006112681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2024 dans l'établissement CN'AIR - Parc éolien de la Motte de Galaure implanté Les Brosses Lieu-dit Bois des Brosses - Parcelle ZB5 26240 Saint-Jean-de-Galaure. L'inspection a été annoncée le 22/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est tenue pour faire le point des suites données à l'inspection de 2021 (contrôle des fixations au niveau du 1er éléments de section de tour et la fondation suite à détection de corrosion).

La visite a été également l'occasion de vérifier qu'une nouvelle disposition réglementaire est respectée (présence d'une détection incendie).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CN'AIR - Parc éolien de la Motte de Galaure
- Les Broses Lieu-dit Bois des Broses - Parcelle ZB5 26240 Saint-Jean-de-Galaure
- Code AIOT : 0006112681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire : PC2621604S0011

Mise en Service : le 17 août 2009

Fabricant : VESTAS modèle V90/2000

2 éoliennes de 2 MW unitaire

La hauteur de mât plus nacelle est de 84 mètres.

Thèmes de l'inspection :

- Suites données à la précédente inspection du 15 septembre 2021 (corrosion) ;
- Risque incendie ;
- Exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Identification, prescription pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
7	Propreté aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
8	Contrôle des serrages	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Demande d'action corrective	3 mois
10	Lutte et prévention incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 5.2	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
5	Accès aux équipements	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
9	Mise en arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un suivi des suites données à l'inspection de 2021 concernant le début de corrosion constaté sur deux éoliennes (entre les dernières sections et les fondations) a été réalisé par l'inspection des installations classées depuis 3 ans.

L'exploitant, en lien avec le constructeur, a bien réalisé des opérations pour s'assurer de l'état de la bride de fixation tour/fondation ainsi que des éléments vissés (boulons) des deux éoliennes.

Le joint des deux éoliennes ont été repris et peints pour assurer l'étanchéité de la structure.

Les éléments vissés de l'éolienne M2 ont été remplacés en juin 2022.

Ceux de l'éolienne M1 (machine moins impactée) sont suivis régulièrement par le constructeur de l'éolienne.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de la Drôme un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour pérenniser ce suivi.

L'exploitant déclare que les éoliennes sont pourvues d'une détection incendie (dans la nacelle).

Des rapports de maintenance de 2024 attestent de leur entretien.

Par ailleurs, des constatations appellent des actions correctives :

- Le panneau réglementaire de l'éolienne M1 (prescriptions à observer par les tiers) est à ré-installer ;
- L'exploitant fera procéder à un nettoyage de l'intérieur de l'éolienne M1 (traces d'huiles) ;
- L'évolution du joint de l'éolienne M1 (au niveau des éléments vissés) est à suivre (irrégularité du joint) ;
- Le joint de virole est à reprendre pour les deux éoliennes M1 et M2 ;
- La fondation est à reprendre pour l'éolienne M1 (au nord) à l'extérieur et l'intérieur (une petite surface est cassée) ;
- Des « tags » sur l'éolienne M2 et sur le poste de livraison sont à traiter ;
- Un extincteur présent en pied de mât de l'éolienne M2, marqué "HS" est à remplacer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration OREOL
Prescription contrôlée : II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
Constats : La déclaration est publiée. L'inspection n'a pas de remarques complémentaires à ce stade.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant réactualise tous les cinq ans [...] le montant susvisé de la garantie financière [...]
Constats : L'exploitant a bien fourni une garantie financière actualisée prenant effet le 23/08/2020 et expirant le 22/08/2025. <u>Remarques de l'inspection :</u> Votre arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2015 précise à l'article 5.3 que "Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé". Pour rappel il conviendra donc de nous fournir la future nouvelle garantie trois mois avant expiration de l'actuelle soit avant le 22/05/2025. Nous vous invitons, dans la mesure du possible, à faire courir la future nouvelle garantie pour une durée de 5 ans (délai réglementaire de réactualisation), ce qui est plus facile à suivre administrativement pour chacune de nos entités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par

<p>l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier suivi environnemental date de 2022. Il ne faisait pas état d'impacts significatifs.</p> <p>A noter que le balisage (avifaune) de la ligne Haute-tension (prescrite dans le permis de construire) a été finalisé en juin 2022. Le balisage présente la particularité d'être phosphorescent suite à exposition solaire (avec rémanence).</p> <p><u>Rappels :</u></p> <p>Désormais, les suivis environnementaux sont renouvelés tous les 10 ans d'exploitation de l'installation (2029 pour ce parc éolien).</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.</p> <p>Les rapports de suivi environnemental visés à l'article 12, sont à envoyer au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis (article 2.3 - II. De l'arrêté ministériel éolien modifié du 26 août 2011).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Accès au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cet accès est entretenu.</p> <p>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est accessible.</p> <p>A noter que les escaliers de l'éolienne M1 ont été remplacés suite à un vol sur site.</p> <p>La végétation était plutôt haute aux abords des installations le jour de l'inspection. Un débroussaillage a été effectué en réactif après l'inspection (photos fournies).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Accès aux équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux équipements
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'éolienne M1 était fermée à clé. L'éolienne M2 était ouverte, car une intervention de maintenance sur une pale était en cours avec une plate-forme élévatrice mobile de personne (PEMP). Le poste de livraison était fermé à clé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Identification, prescription pour les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification, prescription pour les tiers
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le panneau réglementaire de l'éolienne M1 n'était pas présent au niveau de l'accès de l'éolienne M1 (arraché et stocké dans le poste de livraison, ce panneau n'est de toute façon plus lisible). Il convient de le remplacer par un nouveau panneau. Un panneau réglementaire était présent au niveau de l'escalier de l'éolienne M2.

Sur le poste de livraison, des panneaux précisent des mentions de mise en garde face au risque d'électrocution et des consignes d'assistance aux personnes électrisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Propreté aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté aérogénérateur
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'éolienne M1 présentait des traces d'huiles dans la fondation (en pied d'échelle) et au niveau des éléments vissés en fondation. L'exploitant fera procéder à un nettoyage. L'intérieur de l'éolienne M2 était propre le jour de l'inspection en pied de mât.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle des serrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des serrages
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. [...]
Constats : Tous les serrages structuraux par échantillon ont été faits en août 2022 pour les deux éoliennes. Les deux mâts ont été contrôlés visuellement en 2023. La périodicité des 3 ans est respectée. Suite à la précédente inspection du 15 septembre 2021, il avait été constaté que l'exploitant avait détecté des entrées d'eaux dans l'éolienne M2 et moindres dans l'éolienne M1 au niveau d'une

section entre le premier élément de la tour et la fondation.

Des coulures de rouilles significatives étaient observées en extérieur de M2 et un peu à l'intérieur. Ces constatations étaient beaucoup moins importantes pour l'éolienne M1.

Un suivi des suites données à ce constat a été réalisé par l'inspection des installations classées.

Suite à l'inspection, l'exploitant a initié, en lien avec le constructeur, des opérations pour s'assurer de l'état de la bride de fixation tour/fondation ainsi que des éléments vissés (boulons) des deux éoliennes.

Il est ressorti que les éléments vissés de l'éolienne M2 présentaient des signes de corrosion (confirmés par une prestation du CETIM). La bride n'a pas été impactée significativement. Il a été décidé de reprendre l'étanchéité de la section (nouveau joint intérieur et extérieur et peinture extérieure) et de remplacer l'intégralité des éléments vissés les 9 et 10 juin 2022 de l'éolienne M2. Un serrage, à 3 mois, de l'intégralité des nouveaux éléments vissés a été réalisé le 15 septembre 2022 (rapport fourni).

Pour l'éolienne M1, il a été diagnostiqué par le constructeur de l'éolienne que le remplacement de la totalité des éléments vissés n'était pas nécessaire. Il a été décidé de reprendre l'étanchéité de la section (nouveau joint en intérieur et extérieur et peinture extérieure).

Un contrôle annuel des éléments vissés est réalisé par le constructeur pour l'éolienne M1 (ordre de service dédié à cette tâche).

Le constructeur a indiqué que le design et la durée de fonctionnement des éoliennes ne sont pas modifiés.

Les engagements du constructeur n'ont pas changé quant à la durée de vie de la structure et des éléments attenants. Le constructeur met tout en œuvre pour les garantir.

Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à Monsieur le Préfet de la Drôme afin de pérenniser le suivi des éléments vissés entre le premier élément de la tour et la fondation de l'éolienne M1 selon les préconisations du constructeur.

Constats sur site :

Le joint de l'éolienne M2 (au niveau des éléments vissés) a bien été repris et peint.

Le joint de l'éolienne M1 (au niveau des éléments vissés) a bien été repris et peint. Son évolution est à suivre (irrégularité du joint).

Le joint de virole est à reprendre pour les deux éoliennes M1 et M2.

La fondation est à reprendre pour l'éolienne M1 (au nord) à l'extérieur et l'intérieur (une petite surface est cassée).

Des « tags » sur l'éolienne M2 et sur le poste de livraison sont à traiter.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Mise en arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en arrêt d'urgence
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie [...]
Constats : Les éoliennes sont pourvues d'une détection incendie (dans la nacelle). Des rapports de maintenance de 2024 attestent de leur entretien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Lutte et prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte et prévention incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Un extincteur est présent en pied de mât de l'éolienne M1. Il a été contrôlé en 2024. Un extincteur est présent en pied de mât de l'éolienne M2 mais est marqué HS (dernier contrôle en 2023). Il convient que l'exploitant remplace cet extincteur par un extincteur contrôlé en 2024. Un extincteur contrôlé en 2024 est présent dans le poste de livraison - partie SCADA et dans le poste de livraison partie Cellules HTA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois